



Quelques dessous du e-G8

Le e-G8 s'est terminé mercredi 25 mai 2011 après deux journées de conférences introduites par Nicolas Sarkozy et conclues par Mark Zuckerberg de Facebook.

J'ai participé au premier jour de la conférence et y ai notamment fait un **grand nombre de photos** (toujours en Creative Commons) pour capter l'atmosphère et aussi enrichir mon portfolio de "people de l'Internet". De ce point de vue là, j'étais bien servi, mais mon rôle de photographe n'est qu'une couverture !

Les réactions face à cet événement ont été très contrastées. Les entrepreneurs étaient satisfaits de la promotion ainsi faite à l'Internet et par la densité d'intervenants de haut vol. Ils ont pu un faire un networking exceptionnel. Pour les défenseurs de l'Internet libre, l'eG8 était une surtout une démonstration de la volonté des Etats et de la France de contrôler l'Internet et d'y limiter l'expression des libertés.

La conférence était surtout un exercice de communication, mené par un pro de la communication (Maurice Levy) pour le compte d'un chef d'Etat (Sarkozy). La forme était potable tout comme le fond, mais les débats n'ont pas été assez ouverts. On peut aussi regretter l'absence de vision prospective car l'Internet évolue à une vitesse qui nous dépasse tous. On avait l'impression parfois d'assister à un débat pour les années 2000 et pas pour les deux décennies à venir.

A l'insistance paraît-il de Barack Obama, ce e-G8 a été organisé à la condition expresse qu'il ne serve à rien, donc il ne faut pas s'étonner que cela fut le cas ! Il ne devait surtout pas servir à prendre des décisions et notamment à proposer de faire évoluer la gouvernance de l'Internet dont une bonne partie est sous le contrôle des USA (leurs leaders privés, certains organismes internationaux qui ont leur siège aux USA comme l'ICANN, la NSA qui filtre tous les noeuds internationaux de l'Internet chez les opérateurs télécoms aux USA, etc) ! Certains se sont effarouchés que le communiqué de presse du eG8 qui a fuité était déjà prêt avant la tenue de la conférence. Mais c'est un grand classique pour tous les sommets. Les communiqués sont peaufinés des mois durant avant leur tenue par les sherpas qui les préparent.

Cet événement contrastait en tout cas avec le **lapin posé à Eric Besson** et à tout l'écosystème du numérique par Nicolas Sarkozy en octobre 2008 lors de la présentation du plan France 2012 à l'Élysée ! On en était même à l'opposé avec une manifestation bien organisée et un panel d'intervenants prestigieux de nombreux bords et notamment de grands patrons (Google, Facebook, eBay, Groupon, Qualcomm, News Corp, Reuters, New York Times, Vivendi, France Telecom, 20th Century Fox, etc).

Le web regorge de **comptes-rendus de cette conférence**. J'ai particulièrement apprécié **celui de Vincent Huwer** ainsi que celui de **Guillaume Champeau**. Et les vidéos de ces deux jours **sont ici** pour ceux qui ont du temps !

Le discours du Président

Nicolas Sarkozy a fait un **discours** qui ne mangeait pas trop de pain, mais suffisamment pour en titiller certains. On pouvait le constater au vu du flux Twitter de l'événement. Le terme "bullshit" revenait souvent.

Le propos relevait en tout cas de l'équilibrisme : l'Internet est un outil extraordinaire qui a bouleversé la relation au temps, à l'espace, à l'économie, et c'est une révolution unique car sans violence. Il rappelait utilement que Google et Facebook sont nés dans des universités exemplaires (Stanford et Harvard). Il faut cependant protéger les enfants, faire en sorte que la propriété intellectuelle soit valorisée à sa juste valeur et limiter la cybercriminalité. De l'autre, il faut préserver les libertés fondamentales. Pour Sarkozy, "*personne ne peut contrôler ou arrêter Internet*" sauf peut-être dans la moyenâgeuse Corée du Nord et l'Internet a joué un rôle très positif en Iran même si les opposants n'ont pas (encore) gagné. Sarkozy parle d'Internet civilisé, un terme noble en soi mais qui cache une menace sur les libertés. L'attitude (Jeffersonnienne) considérant que le gouvernement est le mal par défaut mérite quelques nuances selon Sarkozy, notamment lorsqu'il s'agit de réduire le poids des monopoles (à supposer que les pouvoirs publics puissent y faire quelque chose). On retrouvait cet équilibrisme dans la **déclaration finale du G8**.



Ce discours du Président était le résultat de la contribution de divers membres de son cabinet, présents dans la salle, dont **Henri Gaino** (pour le début sur la contribution historique de l'Internet), **Camille Pascal** (conseiller audiovisuel, probablement pour la partie concernant la propriété intellectuelle), **Jean-David Levitte** (cellule diplomatique et Sherpa pour le G8 et le G20), **Franck Louvrier** (communication) et **Nicolas Princen** (ce dernier étant en charge de l'Internet et probablement à l'origine de la partie sur les libertés). Une part importante de cette intervention était consacrée aux **questions réponses** ce qui est un bon point devant un tel public. Même si certaines semblaient préparées ou tout du moins sollicitées à l'avance.

Sur la forme, il est dommage que Sarkozy n'ait quasiment pas levé le nez de la lecture de son discours, sauf à la fin pour raconter que l'organisation de cet événement n'avait pas été favorablement accueillie par ses homologues au début. Un signe de manque de maîtrise du sujet, mais malheureusement classique chez nos gouvernants.

Le fait qu'aucun des chefs d'Etat du G8 ni quasiment aucun membre de leurs gouvernements n'ait été présent est révélateur d'une certaine distanciation par rapport à l'initiative française. Si je n'en oublie pas, il y avait juste Alec J Ross, conseiller e-democracy de Hilary Clinton (*ci-dessous, que j'avais entendu lors du Hub*

Forum en septembre 2010) et Nelly Kroes de la Commission Européenne !



Un track record qui n'inspire pas confiance

Le discours du Président portait sur les principes généraux. Mais les principes se valident par les actes. Pour nous rassurer sur le respect des libertés fondamentales, nos gouvernements doivent donner des gages de bonne conduite dans leur attitude. Malheureusement, le “track record” français est plutôt déplorable.

Nous avons besoin de symboles plus forts d'une **volonté** de respect des libertés fondamentales – si tant est qu'elle existe. Elle pourrait prendre la forme de l'inscription de l'accès à Internet comme un droit fondamental. Ce serait une avancée et elle a été suggérée par certains participants américains du eG8. Mais le gouvernement français fait la sourde oreille. Il faudrait pour cela évidemment revenir en arrière sur la fameuse coupure de la liaison Internet de l'HADOPI.

De surcroît, quelques maladroites ont été commises pour ce eG8 qui ont une charge symbolique plutôt forte :

- Le refus de traiter du **sujet fondamental des libertés** et de la démocratie dans les tables rondes, comme proposé initialement par Bernard Kouchner lorsqu'il était encore aux Affaires Etrangères. Résultat, aucun cyberdissident d'invité aussi bien comme intervenant que comme participant. Nos gouvernements les aiment dans les autres pays (Tunisie, Egypte, Libye, Iran), et pas trop chez eux. Jérémie Zimmerman de la Quadrature du Net assistait bien au e-G8 (*ci-dessous, interviewé par une chaîne TV allemande*) mais en était presque gêné d'être présent à la conférence. On leur a préféré une majorité d'intervenants de l'Internet marchand tels que le fondateur de Groupon qui ne représente pas ce qu'il y a de plus glorieux sur Internet. Tout ceci rappelle l'absence d'intégration de la “société civile de l'Internet” dans la composition autant de l'HADOPI que du CNN. La Quadrature du Net a organisé avec d'autres intervenants comme Larry Lessig une conférence de presse improvisée pour **faire une déclaration** pour promouvoir l'Internet libre, et des « droits numériques » et de communications ouvertes et surtout se plaindre de n'avoir pas été intégrés dans les débats. A la décharge du eG8, cette conférence avait pu être tenue au sein même du eG8 (on voit les **logos des sponsors...**) et il y avait tout de même dans les intervenants du eG8 Larry Lessig (Harvard),

Jimmy Wales (Wikipedia) et Jean-Jacques Julliard (Reporters Sans Frontières). Et certains activistes avaient bien été invités mais **ont décliné** ce qui pourrait sous-tendre un double langage (mais ce ne sont pas les mêmes activistes qui sont concernés...). Sans compter la prise de parole remarquée de Jérémie Zimmermann pendant la table ronde sur la propriété intellectuelle. Même si je trouve que les propos qui réfutent la notion même de propriété intellectuelle sont en général très dogmatiques et manquent de nuance.



(cc) Olivier Ezratty, <http://www.oezratty.net>

- L'implication trop visible du **secteur privé et marchand** avec ces sponsors généreux autofinançant l'événement et obtenant ainsi du même coup un ou deux slots dans les tables rondes avec des intervenants de pertinence pas toujours évidente. C'est un peu dans la lignée d'annonces récentes de membres du gouvernement : celle de l'étude de l'**impact de l'Internet sur l'économie française** commanditée par Google France (avec Eric Besson), celle de la relance du Passeport Numérique pour les PME avec notamment la mise en valeur du groupe Pages Jaunes (encore avec Eric Besson) ou un autre partenariat avec Google (cette fois-ci avec Frédéric Lefebvre et on se demande pourquoi lui...). Cela se retrouvait aussi dans le choix des six "représentants" du numérique mondial qui présentaient les enjeux de l'Internet aux chefs d'Etat du G8 le jeudi 26 mai 2011 (Stéphane Richard d'Orange, Eric Schmidt de Google, Mark Zuckerberg de Facebook, Hiroshi Mikitani du japonais Rakuten qui a acquis récemment PriceMinister, le russe Yuri Milner du fonds d'investissement DST et Maurice Levy de Publicis).



- Une curieuse pratique et un symbole en apparence anodin mais mal placé : la première personne à monter sur scène pour l'intervention de Nicolas Sarkozy était son **aide de camp militaire** avec une mallette comportant... le texte de son discours. C'est lui qui le plaçait sur le pupitre d'intervention du président et l'en enlevait. C'est parait-il une tradition mais cela aurait très bien pu être un civil ! Voilà comment un signal faible peut tout gâcher à moins que cela ne soit volontaire. On ne sait jamais trop ! On se rappelle alors que seuls les gens ou les organisations peuvent être dangereux, dans le monde réel comme dans le virtuel. Et les gouvernements en font partie comme les citoyens ! Même si je trouve toujours quelque peu exagérées ces assimilations de la volonté de régulation à une "censure de l'Internet".



Bref, tout cela ne contribue pas à rapprocher ces deux mondes qui ne se comprennent pas comme le décrit si bien Fred Montagnon de Wikio. Dans les faits, les points de vue opposés se sont tout de même manifestés et même confrontés. Et les récentes initiatives autour du Conseil National du Numérique comme diverses rencontres d'Eric Besson avec la "société civile de l'Internet" montrent une volonté d'améliorer le dialogue et l'écoute.

Je note aussi qu'il ne s'agissait pas de la première fois que l'Internet était un sujet pour les chefs d'Etat. Le sommet européen de Lisbonne de 2000 avait donné lieu à la publication du fameux "Agenda de Lisbonne". Il décrivait l'ambition de l'Union Européenne pour en faire une zone économique dynamique autour de la connaissance et donc de l'Internet. A une époque où l'Internet était encore assez peu utilisé dans les foyers. L'objectif pour l'Union Européenne était de devenir l'économie de la connaissance la plus dynamique du monde d'ici 2010 ! Le plan qui était un peu fourre tout et intégrait des dimensions sociales et économiques allant au delà du numérique a été partiellement mis en œuvre, très critiqué, et mis à jour plusieurs fois.

Il y a eu également les Sommets de l'ONU sur la société de l'information, dernier en date à Tunis en 2005 (tout un symbole, sous Ben Ali...) après être passé par Genève en 2003. L'objectif ici était de faire en sorte que les pays en voie de développement profitent de l'accès au numérique. Les chefs d'Etat occidentaux, USA en premier, n'apprécient pas cette prise en main du numérique par l'ONU. Cela pourrait pourtant être une instance de régulation mondiale de l'Internet. Mais les USA ne sont pas prêts de lâcher le morceau comme cela.

Ce eG8 était d'ailleurs très "occidental" dans la forme, même si les participants venaient de tous les continents. Un eG20 aurait été plus approprié pour mieux représenter la population mondiale et les grands pays émergents.

Les dessous de la conférence

Pour respecter le titre de cet article et le pimenter, voici un peu de *trivia* sur ce eG8 :

- Le e-G8 rassemblait **1300 participants** et plus de **120 intervenants**. La liste des participants était imprimée dans le gros booklet de l'agenda de la conférence. On y trouve de tout. Déjà une dizaine de participants par sponsor, ce qui fait près de 10% du total. Puis, des chefs d'entreprise du secteur du numérique et notamment de startups. Des journalistes et des bloggeurs. Le gotha des chefs d'entreprises du numérique français était là, à peu près de la même manière qu'à la conférence LeWeb. Dans les français, intervenaient

l'habituel trio de trublions **Xavier Niel** (Free, *ci-dessous*), **Marc Simoncini** (Meetic) et **Jacques-Antoine Granjon** (Venteprivée) avec l'inévitable **Loïc Lemeur** (Seismic, LeWeb). On trouvait aussi dans l'assistance **Henri Seydoux** (Parrot), **Pierre Bellanger** (Skyrock), **Jean-Michel Aulas** (Cegid), **Tariq Krim** (Jolicloud), **Bruno Maisonnier** (Aldebaran Robotics) et un tas d'autres entrepreneurs et autres acteurs de l'Internet, surtout français même si quelques éminents américains ou européens étaient présents. Il y avait aussi quelques étudiants et très jeunes startpers.



- Comment pouvait-on **être invité** à cette manifestation ? Il y a ceux qui le sont automatiquement (pas pour ce qui me concerne) et ceux qui le sont en le demandant. Dans un grand nombre de cas, par ses connaissances à l'Elysée ou au Ministère de l'Industrie et du Numérique, via les sponsors ou via différents réseaux et organisations liés aux précédents. Au premier rang lors du discours de Nicolas Sarkozy se trouvait le **prince Al Waleed** (*ci-dessous*), 19eme fortune mondiale et possesseur de l'hôtel Georges V à Paris qui est un grand actionnaire de News Corp. Etait-ce la raison de sa venue ? Mystère...



- Le e-G8 était financé par **treize sponsors privés**. Deux à 500K€ (Vivendi et Orange), cinq à 250K€ (Microsoft, Google, etc) et cinq à 100K€. Le total faisant 2,75m€, complétés par l'organisateur Publicis pour faire 3m€ au total. Il n'y a pas eu de procédure d'appel d'offre de l'Elysée car le secteur privé a tout financé sans dépenses de l'Etat apparentes (il y en a toujours d'indirectes comme la mobilisation des forces de sécurité ou la "location" des Tuileries). Vu le court délai de l'organisation de l'événement (moins de deux mois), un appel d'offre était de toutes manières inenvisageable. Le choix de **Publicis** comme organisateur n'est bien entendu pas anodin car les retombées pour cette grande agence de communication peuvent être nombreuses. Dix des douze sponsors avaient un intervenant dans les tables rondes. Tout ce lobbying de grosses entreprises privées fait un peu désordre. Il devient presque trop public même s'il est bien connu des parties prenantes de ces débats. Maurice Levy a sollicité directement un grand nombre des intervenants pour les faire venir. Certains ont du bousculer sérieusement leur agenda pour ce faire. Mais ils doutent de la pérennité d'une telle manifestation qui aurait pu être reprise par les pays assurant à tour de rôle la présidence du G8.



- Il n'y avait pas ou **peu d'intervenants de moins de 40 ans** à l'exception notable de Mark Zuckerberg le second jour, **reçu aussi à l'Elysée** dans le même temps. Un cas unique dans l'histoire d'un gars aussi jeune, avec une telle influence, reçu par le Président de la République. Et aussi accueillant Barack Obama en avril dernier au siège de Facebook à Palo Alto. Je n'y étais pas (au eG8 le second jour). Mais il paraît qu'il a parlé pour ne rien dire...
- Les **femmes** étaient aussi comme de coutume sous-représentées avec environ 10% des intervenants, et notamment Christine Lagarde ou Sheryl Sandberg de Facebook.



- Dans la forme, les **débats** étaient ce qu'il y a de plus en plus convenu. Un modérateur et une demi douzaine d'intervenants pendant une heure. Résultat: des débats assez superficiels sauf lorsque cela a concerné la propriété intellectuelle. Petite innovation de détail cependant : les noms des intervenants écrits proprement sur le côté des fauteuils. Pratique lorsque l'on prend des photos ! Il y avait tout de même des questions de la salle. Mais cela n'allait tout de même pas jusqu'à avoir un mur "Balloon" pour suivre le flux Twitter de la conférence.
- D'où des **interventions des plus classiques** comme celles de Stéphane Richard (Orange) sur le besoin de financement des infrastructures par ceux qui en profitent, de Eric Schmidt (Google) pour qui l'Internet va plus vite que les gouvernements, et de Frédéric Mitterrand qui rappelle qu'il faut valoriser la propriété intellectuelle. Il y avait aussi cette présentation un peu terne de McKinsey sur l'impact économique de l'Internet qui reprenait à l'échelle mondiale l'**étude faite en France** récemment. Le PDF du rapport est [ici](#).
- Le **comble** avec Rupert Murdoch (News Corp, *ci-dessous*) qui parle d'éducation alors qu'une grande partie de son business consiste à vider le cerveau de téléspectateurs.



- La “**worst practice**” de Pascal Nègre (Universal Music) qui lit un texte pour répondre à côté à une question dans la table ronde sur la propriété intellectuelle. Cela ne l’a pas grandi, c’est le moins que l’on puisse dire.
- Le **booklet** distribué aux participants comprenait l’agenda de l’événement et une photo pleine page de chaque intervenant, Nicolas Sarkozy en premier. Il y avait aussi un CD audio de Jessie J, offert par Universal Music (groupe Vivendi, un des sponsors). Un bien curieux message de modernité. On aurait préféré un abonnement gratuit à un service de musique ou de vidéo en ligne ou ... une tablette ! **Google I/O** est mieux de ce point de vue là, mais cela rien à avoir, bien sûr.
- **France Télévision** avait installé un petit studio sur place et menait un grand nombre d’interviews comme celle de **John Perry Barlow** de l’Electronic Frontier Foundation ou celle de Larry Lessig, réalisées par Eric Scherer. Il y avait aussi les habituels Cédric Ingrand (LCI), Jérôme Colombain (France Info) tout comme la très active équipe de **Frenchweb.fr** qui a réalisé un bon paquet d’interviews vidéo sur place.
- La **rue de Rivoli**, le **Jardin des Tuileries** (où avait lieu la conférence) et au moins une station de métro ont été fermés à la circulation et au public pendant la présence de Nicolas Sarkozy dans les lieux.



- Le très bon coup de **Mike Butcher** de Techcrunch Europe qui a créé un petit happening en haranguant les gens dans la tente des sponsors pour faire pitcher des entrepreneurs dans le plus pur style “Hyde Park” (*ci-dessous*). Normal : il est anglais ! Bien vu en tout cas au vu de l’absence d’entrepreneurs de startups dans les tables rondes.



- Les **différences avec LeWeb** ? Gratuit (eG8) vs payant (LeWeb), sur invitation (eG8) vs sur inscription ouverte (LeWeb), plus de politiques (eG8) et plus d’entrepreneurs (LeWeb), plus de discussions sur les nouveaux usages de l’Internet et sur les modèles économiques (LeWeb), plus d’interactivité (LeWeb), concours de startups (LeWeb) et une audience semble-t-il un peu plus internationale (LeWeb). Voilà, bref, ce n’est pas pareil !
- Nicolas Sarkozy a annoncé à l’issue du G8 que ce e-G8 serait reconduit dans les autres pays assurant la présidence du G8. Il est facile de tenir une promesse que d’autres devront assurer. On verra bien...

J'en ai terminé pour l'instant. On peut passer à autre chose maintenant !

Cet article a été publié le 27 mai 2011 et édité en PDF le 15 mars 2024.
(cc) Olivier Ezratty – “Opinions Libres” – <https://www.oezratty.net>